



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Serge DESSEIGNE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le logement - Actions d'insertion par le logement 2023 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés, mais également, sur le financement d'actions collectives d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS).

Les actions d'accompagnement permettent aux ménages en difficulté de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets d'accès au logement ou de maintien dans celui-ci. Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, ces actions mobilisent les personnes dans des démarches participatives et partenariales.

Elles concernent plusieurs domaines d'intervention :

- *L'animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *La mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant diverses interventions en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Des actions d'auto-réhabilitation* des logements, ou visant à favoriser la maîtrise de leur consommation de fluides et de lutter contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *Des actions de médiation*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *La gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté* : prise à bail et gestion de logements dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Ces actions ont ainsi concerné 2 466 ménages en 2021 dans la Métropole (bilan 2022 en cours).

Par délibération n° M2022-482 du 6 décembre 2022, le Conseil de Métropole a décidé d'allouer un premier acompte de subvention 2023 aux associations et CCAS financés par le FSL d'une année sur l'autre, sur la base de 50 % de la subvention attribuée en 2022, afin de leur permettre de fonctionner dès le début de la nouvelle année et avant le vote du budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole déterminant le montant de sa participation au FSL.

La présente délibération vise à entériner, après vote du BP 2023, les concours financiers apportés en 2023 par le FSL aux opérateurs des actions d'insertion par le logement, comprenant l'acompte déjà versé.

Le budget prévisionnel 2023 du FSL métropolitain permet de financer 20 structures sur le territoire de la Métropole (19 associations et un CCAS), pour un montant total de subventions affectées de 2 164 421 €, stable par rapport à 2022 compte tenu de la contrainte budgétaire actuelle, selon la répartition précisée en annexe à la présente délibération.

Il y a lieu de formaliser l'attribution de ces subventions par la signature d'une convention avec chaque structure, définissant les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement des actions, ainsi que les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions portent sur une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution du concours du Fonds de Solidarité pour le Logement pour un montant total d'aides de 2 164 421 € pour les actions d'insertion par le logement 2023 ;
- D'approuver les termes des conventions afférents à intervenir avec chacun des organismes concernés, qui définissent notamment les modalités de versement des subventions aux opérateurs par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-225922-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe rapport subFSL 2023 au 24 02 23 CF BLR.pdf
- AVENANT CONVENTION 2023 RENAISSANCE 34.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 HJ.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 ATU.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 CBOCC.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 L AVITARELLE 2023.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 LES RESTOS.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 AMICALE DU NID.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 LA CLAIRIERE.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 HH.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 SOLIDARITE DOM TOM.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 AERS.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 ADAGES.doc

- AVENANT CONVENTION 2023 CLCV.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 UDAF 34.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 GESTARE.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 CCAS MONTPELLIER.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 ISSUE.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 BOUISSONNADE.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 APAJ.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 Habiter Enfin.doc
- AVENANT CONVENTION 2023 GEFOSAT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.